

Promouvoir une transition climatique juste et inclusive : Coordination SUD rappelle le rôle crucial de la société civile

Paris, jeudi 30 novembre – La 28e Conférence des Parties sur les changements climatiques (COP28) qui débute aujourd'hui à Dubaï présente une nouvelle occasion pour Coordination SUD, la plateforme française des ONG de solidarité internationale, de réaffirmer les urgences de terrain face aux conséquences du dérèglement climatique, et de souligner l'importance d'associer les sociétés civiles, tant ici que là-bas, à la mise en œuvre d'une transition climatique juste et accessible aux plus vulnérables.

Les projets de terrain menés par les organisations membres de Coordination SUD confirment quotidiennement les besoins croissants des communautés confrontées aux urgences climatiques. Et même si des progrès sont notés, la persistance de crises durables et l'émergence de nouvelles, remettent sans cesse à plus tard l'atteinte des objectifs fixés dans l'Agenda 2030 et par les Accords de Paris.

C'est pourquoi les communautés et les organisations de la société civile (OSC) attendent beaucoup des conférences à haut niveau et en particulier de cette COP28, au sujet de l'adoption et l'opérationnalisation du fonds dédié aux pertes et dommages, et de l'engagement pris - il y a 14 ans déjà - d'accorder 100 milliards de dollars par an pour aider les plus vulnérables à s'adapter aux effets du changement climatique et réduire leurs émissions.

Sous-financement et augmentation des inégalités

Les réalités actuelles montrent que les financements de la transition énergétique ne parviennent pas là où ils sont le plus nécessaires. En 2021, l'Afrique subsaharienne a attiré moins de 1 % de l'ensemble des investissements dans les énergies renouvelables, malgré son potentiel élevé et ses besoins énergétiques non satisfaits. Pour l'adaptation, les besoins de financements sont en constante augmentation, se situant entre 215 et 387 milliards de dollars par an pour cette décennie. Néanmoins, les dernières données disponibles sur les financements publics internationaux pointent, eux, une diminution de 15 %.

Faute de moyens suffisants, des adaptations spontanées sur le terrain, réalisées avec des ressources limitées, se traduisent souvent par des initiatives menées "à l'aveugle", sans compréhension du changement climatique, sans certitude de leur pertinence, et sans prise en compte de leurs répercussions sociales, environnementales et économiques. À chaque urgence climatique à laquelle les populations vulnérables n'ont pu être préparées et bénéficier de financements adéquats, les inégalités se creusent et l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) s'éloigne.

Face à ces moyens insuffisants, le recours au secteur privé est de plus en plus présenté comme une solution pour pallier les manques de financements dédiés à l'adaptation, alors que les financements climat relèvent d'une responsabilité morale des pays historiquement émetteurs, il est donc indispensable de promouvoir un financement par le don pour répondre aux besoins et financer rapidement et directement les communautés vulnérables. Le GIEC précise en effet qu'un développement résilient sera « rendu possible par [des organisations] qui donnent la priorité à la réduction des risques, à l'équité et à la justice ». Le financement privé peut jouer un effet de levier, sous réserve qu'il soit assorti de conditionnalités, qu'il s'inscrive dans un modèle économique soutenable et que les acteurs et actrices publiques, la société civile et les citoyens et citoyennes y soient pleinement associé-es. Cet impératif nécessite que les sociétés civiles participent à l'élaboration de stratégies locales, à leur suivi et à la mise en place de réponses sur le terrain. Autant de garde-fous insuffisamment pris en compte pour le moment dans les réflexions sur le financement de l'adaptation par le secteur privé.



Pour une transition climatique juste et accessible aux plus vulnérables, l'engagement de la société civile est plus crucial que jamais.

À l'heure actuelle, une infime part des financements climat de l'Agence française de développement (AFD) transite par la société civile. Coordination SUD souligne la nécessité de reconsidérer la place de la société civile dans l'action climatique mondiale, de renforcer la quantité et la qualité des financements climatiques de la France, en augmentant significativement la part de dons transitant par la société civile. Parce qu'elle co-construit localement, avec les autres parties prenantes des territoires, des trajectoires bas-carbone et résilientes sur le terrain, parce qu'elle innove techniquement ou socialement avec les communautés, parce qu'elle stimule l'engagement des citoyennes et citoyens ; la société civile est une actrice clé pour engager une transition climatique et écologique plus juste.

Face à ces constats, Coordination SUD appelle à :

- Améliorer la quantité et surtout la qualité des financements climat de la France, particulièrement en augmentant fortement la part don, transitant par la société civile et en assurant une complémentarité entre atténuation, adaptation et pertes et dommages et en prenant en compte de manière transversale les ODD, notamment les enjeux de genre et d'inclusion sociale ;
- Renforcer la prise en compte des enjeux climatiques et environnementaux au sein des projets mis en œuvre par les ONG françaises, en mettant en place des mécanismes de financements dédiés et en accélérant la montée en compétences des ONG.

Contact presse

Marie-Pierre Liénard, lienard@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Rassembler et agir pour la solidarité internationale

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui près de 170 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

Coordination SUD

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale
14 passage Dubail · 75010 Paris
Tél. 01 44 72 93 72
www.coordinationsud.org